



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

[Give to AgEcon Search](#)

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Circuits alimentaires de proximité dans les Andes. Vers une reconnaissance de l'agriculture familiale et paysanne

*Andean local food systems: towards recognition of peasant and family farm
agriculture*

Claire Heinisch, Pierre Gasselin et Guy Durand



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/4455>
DOI : 10.4000/economierurale.4455
ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2014
Pagination : 71-86
ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Claire Heinisch, Pierre Gasselin et Guy Durand, « Circuits alimentaires de proximité dans les Andes. Vers une reconnaissance de l'agriculture familiale et paysanne », *Économie rurale* [En ligne], 343 | septembre-octobre 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/4455> ; DOI : 10.4000/economierurale.4455

Circuits alimentaires de proximité dans les Andes

Vers une reconnaissance de l'agriculture familiale et paysanne

Claire HEINISCH, Guy DURAND • Agrocampus Ouest, ESO-UMR6590, Université Rennes 2, CNRS, Rennes, Université européenne de Bretagne

claire.heinisch@agrocampus-ouest.fr ; guy.durand@agrocampus-ouest.fr

Pierre GASSELIN • INRA, UMR 951 Innovation et développement dans l'agriculture et l'agroalimentaire ; CIRAD, UMR Innovation ; Montpellier SupAgro, UMR 951 Innovation, Montpellier

pierre.gasselin@supagro.inra.fr

L'émergence récente de nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité (CAP) dans les Andes ouvre des perspectives pour l'analyse des paysanneries marginalisées. Sur la base d'études de cas (Bolivie, Pérou, Équateur), les auteurs montrent que ces CAP procèdent d'une volonté explicite de reconnaissance économique, sociale et politique des agricultures familiales et paysannes et induisent une revalorisation de ces agricultures andines historiquement marginalisées. En effet, supports et construits de dynamiques relationnelles fondées sur des proximités géographiques et socio-économiques, ces CAP constituent des formes renouvelées de mise en marché des produits paysans qui mobilisent des acteurs multiples et divers, au-delà des seuls paysans, autour des paysanneries andines.

MOTS-CLÉS : Circuits courts, proximité, agriculture familiale et paysanne, Andes, multi-acteurs

Andean local food systems: towards recognition of peasant and family farm agriculture

New emerging local food systems (LFS) in the Andes open up new perspectives for the analysis of marginalized peasantries. On the basis of case-studies (Bolivia, Peru, Ecuador), we show that these LFS proceed from an explicit will of economical, social and political recognition of peasant and family farm agricultures and lead to revalorizing those historically marginalized Andean agricultures. Indeed, being both the result and the origin of relational dynamics based on spatial and socioeconomic proximities, these LFS constitute renewed forms of marketing peasant products that mobilize multiple and various stakeholders, not only the peasants themselves, around the Andean peasantries. (JEL: N56, Q13, Z10).

KEYWORDS: Local food systems, proximity, peasant and family farm agriculture, Andes, multi-stakeholder

Au niveau international on assiste à une revalorisation récente et progressive des agricultures familiales et paysannes¹ par

1. La qualification des agricultures familiales et paysannes continue d'animer les débats scientifiques et politiques. Nous n'en donnons pas de définition figée, mais soulignons que, dans leurs configurations sociales et techniques et dans leur rapport au territoire, elles se distinguent des « agricultures de firme » (Hervieu, Purseigle, 2009) ainsi que des formes familiales sociétaires.

les institutions internationales, les scientifiques et les politiques, en témoigne ne serait-ce que l'année internationale de l'agriculture familiale. Dans les Andes, même si les agricultures paysannes demeurent encore dans une marginalité historiquement construite (Gasselin, 2006), divers processus récents concourent à leur revalorisation dans l'économie, la société et le champ politique. Au niveau national, on assiste à une reconnaissance récente des leaders

paysans et indiens qui accèdent à des fonctions de mise en œuvre et d'orientation des modèles de développement (Massal, 2013). Plus récemment encore, l'inscription de la souveraineté alimentaire dans les nouvelles constitutions de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009) constitue un nouveau cadre de politiques publiques (Heinisch, 2013). Au niveau local, les circuits alimentaires de proximité constituent des formes renouvelées de la mise en marché des produits paysans dans des configurations multi-acteurs qui procèdent d'une volonté explicite de reconnaissance économique et sociale des agricultures familiales et paysannes et induisent une revalorisation de ces agricultures andines marginalisées. C'est la thèse que nous défendons dans cet article en mobilisant la géographie économique et sociale dans une analyse des situations de trois pays andins, la Bolivie, le Pérou, l'Équateur².

Une agriculture paysanne andine marginalisée

Les Andes se caractérisent par une dualité très ancienne entre une petite agriculture familiale et paysanne souvent pluriactive, tournée vers l'autosubsistance et le marché intérieur, et une agriculture entrepreneuriale et capitaliste, souvent agro-exportatrice, qui laisse dans l'ombre les anciennes formes latifundiaires ou des formes patronales minoritaires (Gasselin, 2000). Cette dualité technique, socio-économique et politique se manifeste à divers niveaux. En premier lieu, tandis que l'agriculture entrepreneuriale et capitaliste, dotée d'importants moyens techniques, financiers et humains, s'est développée sur de très grandes

surfaces et dans les zones aux conditions agropédoclimatiques les plus favorables, l'agriculture paysanne est souvent localisée dans les zones difficiles, éloignées des villes, où l'accès aux ressources, aux moyens de production et aux marchés est limité. Ensuite, alors que l'agriculture capitaliste est principalement aux mains d'entrepreneurs dont beaucoup résident en ville, l'agriculture paysanne andine est souvent pratiquée dans des communautés rurales, souvent indigènes, ce qui donne à cette agriculture des caractéristiques spécifiques. Ainsi, la communauté est structurante de l'organisation sociale et économique et détermine des régimes d'assurance et de solidarité (revenu, santé, vieillesse) face aux carences de l'État (Kervyn, 1992). Dans les communautés indigènes, l'*indianité* est un ferment identitaire et organisationnel qui définit des formes d'appropriation du territoire et structure la construction politique locale et nationale (Gomez, 2001). L'agriculture paysanne andine se caractérise également par les migrations séculaires des populations – migrations pendulaires ville-campagne, migrations « d'exode » ou encore « d'exil » (Vaillant, 2008) –, stratégies d'obtention de revenus à l'extérieur (Cliche, 1995 ; Martínez Valle, 2005) qui fondent souvent des familles multi-localisées (Cortès, 2000). Ces migrations, en majorité pratiquées par les hommes, contribuent à expliquer le rôle important joué par les femmes dans la production agricole et dans la commercialisation des produits (Bravo-Ureta *et al.*, 1996). Enfin, alors que l'agriculture entrepreneuriale et capitaliste est encouragée par des politiques publiques tournées vers l'agro-exportation, l'agriculture paysanne et vivrière et l'accès au marché des paysans ont souffert d'un manque d'aide de l'État (Chaléard, Mesclier, 2006). En effet, l'agriculture paysanne, reconnue ni par les politiques publiques ni par la société métisse urbaine, ne bénéficiait jusqu'à récemment que de politiques à caractère social et alimentaire, déconnectées

2. Ce travail a été financé par l'Union européenne dans le cadre du projet *Mercados Campesinos* (DCI-FOOD/2010/230-269) coordonné par l'ONG Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF). Les principales publications en espagnol de ce projet sont disponibles sur www.avsf.org/es.

des politiques économiques et agricoles. Cette absence de politiques nationales destinées aux agricultures paysannes andines a été partiellement compensée par un fort soutien de l'Église, puis des ONG et de certaines collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation, surtout depuis les années 1980 où l'application des Plans d'ajustements structurels a conduit au désengagement de l'État (Arcos Cabrera, Palomeque Vallejo, 1997).

Si chaque jour des paysans abandonnent leurs terres faute de revenus suffisants et viennent grossir les populations urbaines, les agricultures paysannes andines ont su développer des stratégies multiples de résistance, d'autonomie et de valorisation de leurs activités, dont une expression récente est l'émergence de formes multiples et nouvelles de circuits alimentaires de proximité impliquant des paysans et une grande diversité d'autres acteurs, dans des contextes où l'État, dont les politiques publiques étaient pensées essentiellement en termes sectoriels, formule aujourd'hui des politiques orientées vers la dimension alimentaire, les modes de production (agro-écologie) et dont la mise en œuvre est gérée à des niveaux décentralisés, en prenant en compte progressivement les spécificités territoriales.

Nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité et agriculture paysanne andine

1. Dans la mouvance des *nested markets*

En dépit de la globalisation des marchés agro-alimentaires, on assiste à la construction sociale et politique de nouvelles formes de marchés, ou *nested markets* (Van der Ploeg *et al.*, 2012) dans lesquels interviennent principalement les agricultures locales, familiales et paysannes. Parmi ces *nested markets* on retrouve le développement d'une production agroalimentaire qualifiée (indications géographiques,

agriculture biologique, commerce équitable, marques territoriales, etc.), ainsi que le développement d'activités en zones rurales reposant souvent sur une valorisation conjointe des territoires ruraux, des produits et des services touristiques, selon le modèle du « panier de biens et de services » (Hirczak *et al.*, 2008). Ce tournant vers la qualité (Goodman, 2003), qui renforce le lien entre territoires, acteurs et produits et valorise les spécificités locales, concerne autant le Nord que le Sud (Cormier-Salem, Roussel, 2009). Ces *nested markets* rassemblent également de multiples initiatives de circuits alimentaires de proximité, en (ré)-émergence et en redynamisation plus récente au Nord comme au Sud. Aux formes anciennes et traditionnelles qui se renouvellent viennent s'ajouter des nouvelles formes innovantes qui adoptent souvent des configurations multi-acteurs. Ces dynamiques qui visent à renforcer le lien entre agriculture, alimentation, environnement et territoires suscitent l'intérêt des chercheurs et des acteurs (Chiffolleau, 2008). Cet intérêt sans cesse croissant fonde la nouveauté des circuits alimentaires de proximité en particulier et des *nested markets* en général, dans le sens où, sans être un phénomène nouveau en soi, ils émergent ou se renouvellent en réaction aux effets sociaux, écologiques et économiques négatifs des marchés globaux, en revendiquant leur encastrement dans le social et dans le local (Van der Ploeg *et al.*, 2012) et en invoquant de nouveaux liens sociaux et spatiaux entre production et consommation (Deverre, Lamine, 2010). Ainsi, pour analyser ces nouvelles dynamiques socio-spatiales multi-acteurs que constituent les circuits alimentaires de proximité, la compréhension des interactions entre producteurs et consommateurs (Lamine, 2005) entre producteurs (Chiffolleau, 2009) ou entre producteurs et acteurs publics, privés et associatifs des territoires (Dumain *et al.*, 2010), est essentielle. En particulier, les circuits alimentaires de proximité sont à la

fois supports et construits de relations de proximité géographique (Torre, 2009) ou socio-économique (Bouba-Olga, Grossetti, 2008), qui contribuent à expliquer ces interactions socio-spatiales (Praly *et al.*, 2009). Parler de circuits alimentaires de proximité (CAP) plutôt que de circuits courts³ permet ainsi de souligner la complexité des enjeux et des liens socio-spatiaux portés par ces nouvelles formes de circuits alimentaires.

2. Une question ouverte sur la reconnaissance des paysanneries marginalisées

Depuis une quinzaine d'années, les chercheurs et les acteurs du développement s'attachent à caractériser les diverses formes de CAP existantes (Maréchal, 2008) ainsi que la diversité des acteurs engagés dans ces CAP : producteurs (Cheyns, 2010), consommateurs (Prigent-Simonin *et al.*, 2012) et autres acteurs (Olivier, 2012) et les liens qui les unissent. Ils interrogent les performances technico-économiques, environnementales et sociales des CAP (Aubry, 2012) et, plus généralement, leur contribution à une alimentation durable (Redlingshöfer, 2006) et au développement rural ou territorial (Renting *et al.*, 2003). Du côté des producteurs les analyses portent sur les stratégies, les motivations individuelles et collectives, sur les atouts et les limites (économiques, sociaux, politiques, techniques, organisationnels, etc.) de la production et de la commercialisation en CAP (Heinisch *et al.*, 2010), également sur les changements dans le rapport au travail (Dufour, Lanciano, 2012). Malgré le nombre et la diversité croissante des études et recherches sur les CAP, peu d'entre elles – sauf exception (Chiffolleau, 2012) – ont analysé la contribution des CAP à la reconnaissance de formes sociales d'agricultures marginalisées. En outre, ces

études et recherches demeurent presque exclusivement concentrées dans les pays du Nord, à l'exception toutefois des travaux⁴ de Van der Ploeg (2008) et Sabourin (2012). Or, dans les Andes, les paysans jouent un rôle important dans la fourniture de denrées alimentaires sur le marché local (Chiriboga, Arellano, 2005). Cependant, les produits passent souvent par plusieurs intermédiaires avant de parvenir jusqu'au consommateur urbain, et proviennent parfois de bassins de production éloignés. Aussi, le commerce informel est souvent une des seules voies par lesquelles les paysans andins peuvent vendre directement leurs produits aux consommateurs urbains. Face à cette situation, de nouvelles formes de CAP émergent depuis les années 2000. Elles se distinguent des formes traditionnelles qui existent de longue date dans les Andes (comme la vente directe individuelle sur les marchés ou dans les quartiers résidentiels urbains, souvent informelle et ambulante, ou la vente à des négociants qui parcourent les campagnes en camionnette et achètent les produits à bas prix en bord de parcelle pour les revendre dans des tournées en ville, etc.) et revêtent des formes variées et multi-acteurs : marchés paysans organisés, boutiques de produits paysans, paniers communautaires⁵, commercialisation locale de produits transformés dans des micro-industries rurales, achats publics de produits paysans, etc. Ces nouveaux CAP andins qui se réclament souvent de la souveraineté alimentaire, de l'économie solidaire ou de l'agro-écologie, s'inscrivent en outre aujourd'hui dans des contextes sociopolitiques en évolution récente (Chartier, Löwy, 2013), et constituent en cela des signaux faibles présentant un enjeu pour la recherche, le

3. Qui font souvent référence à la présence d'un intermédiaire maximum.

4. Dans ces travaux les nouvelles formes de marchés locaux s'insèrent dans des analyses globales des paysanneries du monde.

5. Il s'agit de groupements d'achats de consommateurs.

Tableau 1. Les études de cas retenues

Pays	Territoire	Initiatives	Acteurs impliqués ⁶
Bolivie	Municipalité de Tiwanaku (Département de La Paz)	1 dispositif d'achats publics de produits paysans locaux pour la restauration scolaire	Producteurs et organisations de producteurs (4), pouvoirs publics locaux et nationaux (8), ONG (5), représentants de parents d'élèves (1)
Pérou	Provinces de Castrovirreyna et Huancavelica (Département de Huancavelica)	4 micro-fromageries associatives commercialisant localement	Producteurs et organisations de producteurs (15), fromagers (5), intermédiaires (4), ONG (6), pouvoirs publics locaux et nationaux (9) [+ consommateurs (marché) (10)]
Équateur	Canton de Riobamba et cantons limitrophes (Province de Chimborazo)	1 marché citoyen 1 panier communautaire	Producteurs et organisations de producteurs (26), ONG (8), pouvoirs publics locaux et nationaux (7), coordinateurs de marchés (2), consommateurs organisés (paniers) (8), [+ consommateurs (marchés) (29)]

Source : les auteurs.

développement et les paysans andins. Dans ce contexte, l'analyse de la contribution de ces CAP à la reconnaissance des paysanneries andines historiquement marginalisées prend tout son sens.

Méthodologie et présentation des études de cas

1. Méthodologie

Nous avons réalisé une analyse qualitative des nouvelles formes de CAP en vue d'en caractériser la diversité, le fonctionnement et le rôle dans la reconnaissance des paysanneries. Nous avons sélectionné des études de cas (*tableau 1*) grâce à un échantillonnage raisonné selon des critères communs (initiatives multi-acteurs, récentes, impliquant l'agriculture paysanne andine) et des critères de diversité (territoires, parties prenantes, origine des initiatives, forme et intensité de l'appui institutionnel, niveau d'intermédiation), et à la suite d'un travail de pré-enquête où nous avons analysé les inventaires d'initiatives existants (Chauveau, Taipe, 2010 ; Cotera Fretel *et al.*, 2009) et réalisé une trentaine de visites et d'entretiens exploratoires auprès de diverses initiatives de CAP.

En vue de caractériser la diversité des CAP et d'en comprendre le fonctionnement, nous avons déterminé qui en sont les acteurs, comment et pourquoi ces derniers s'impliquent dans les CAP, comment et pourquoi ils interagissent, quels atouts et difficultés ils rencontrent et quels sont les changements engendrés par les CAP à divers niveaux (individuel, collectif, territorial). Pour ce faire, nous avons mis en œuvre une approche qualitative incluant des entretiens compréhensifs, reconnus pour leur aptitude à révéler les signaux faibles (Kaufmann, 2011) et des situations d'immersion (marchés, réunions des parties prenantes, préparation et distribution de paniers, etc.)⁷. Dans une perspective de compréhension des processus d'émergence des CAP et du sens que les acteurs donnent à leur action, nous nous sommes attachés à recueillir des « séquences de vie » (Olivier

6. Les nombres correspondent aux acteurs interviewés par catégorie. Les entretiens ont été de type compréhensif, sauf pour les consommateurs des marchés (entretiens directifs exploratoires).

7. Les entretiens et les observations ont été réalisés entre mars et novembre 2012 par nous-mêmes et/ou 4 stagiaires de Master que nous avons formés et encadrés, et grâce à l'appui financier, logistique et technique du projet *Mercados Campesinos*.

de Sardan, 2008). Il s'agissait de reconstituer la trajectoire personnelle d'activité et la trajectoire d'implication de l'acteur dans les CAP, puis d'analyser la représentation personnelle que l'acteur se fait de la paysannerie. Nous avons interprété tous les entretiens (pour la plupart enregistrés) dans des monographies selon un canevas commun. Enfin, nous avons complété ces données avec des entretiens auprès d'experts ainsi qu'une large revue de la littérature scientifique et de la littérature grise.

2. Présentation des études de cas

Initiative d'achats publics de produits paysans pour l'alimentation scolaire sur l'Altiplano bolivien

Le programme d'Alimentation complémentaire scolaire bolivien confie le déjeuner scolaire aux municipalités qui, pour des raisons pratiques et économiques, se fournissent essentiellement auprès de grandes entreprises. Depuis 2004, le cadre légal a évolué afin que les petites et moyennes entreprises et les organisations de producteurs aient accès aux marchés publics. Néanmoins, la lourdeur administrative, la réglementation sanitaire et les difficultés logistiques rendent ces marchés difficilement accessibles aux paysans qui produisent peu, de manière irrégulière, et qui, lorsqu'ils transforment, le font de manière artisanale dans de petits ateliers avec des équipements parfois très sobres. Il existe toutefois des initiatives d'approvisionnement du déjeuner scolaire à partir de produits paysans locaux. Ainsi, depuis trois ans, grâce à la volonté politique des maires successifs, à la suite de l'action de plusieurs ONG, sous l'impulsion du Programme alimentaire mondial (PAM) et avec la participation des parents d'élèves, quatre organisations de paysans locaux fournissent près de 65 % du déjeuner scolaire aux 2 100 élèves de la municipalité de Tiwanaku, capitale indigène aymara située à 70 km à l'ouest de La Paz

sur la rive sud du lac Titicaca. Une de ces organisations, l'AMPACH⁸, une association de 25 femmes créée en 2009, fournit en yaourts les 600 élèves d'un des cinq centres scolaires. L'organisation s'est également dotée depuis 2012 d'un atelier de transformation de céréales financé par le PAM, qui fournit les élèves en pain.

Initiatives collectives de lien direct entre paysans et consommateurs dans la sierra centrale d'Équateur

Au cours des années 2000, la province de Chimborazo a vu émerger des initiatives multi-acteurs de CAP établissant un lien direct entre paysans et consommateurs urbains de Riobamba, ville moyenne de 140 000 habitants, à 200 km au sud de Quito. Parmi ces initiatives, qui se revendiquent de l'économie solidaire, de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire, certaines sont d'origine urbaine, d'autres d'origine rurale.

Une initiative d'origine urbaine : le panier communautaire Utopía

Entre 1987 et 1999, 25 familles d'un quartier populaire de Riobamba se regroupent afin d'acheter collectivement des produits alimentaires sur le marché de gros afin de limiter les coûts. En 2000, les sept membres de la fondation locale Utopía, qui, à l'époque, apportait un appui technique et politique à des groupes de paysans indigènes de la province de Chimborazo, décident de reproduire cette initiative de *panier communautaire*, en réaction à la grave crise économique qui secoue le pays à l'époque. Dans ce contexte de crise de nombreuses autres familles de Riobamba rejoignent ce *panier communautaire Utopía*. En 2002, suite à une réflexion sur la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits consommés, les membres du panier Utopía souhaitent s'approvisionner

8. Association de femmes productrices Aymaras de la communauté de Huacullani.

directement auprès de paysans agroécologiques⁹ locaux. Aujourd’hui, une centaine de familles de paysans agroécologiques, indigènes et métisses, fournissent, individuellement ou collectivement, toutes les deux semaines, les 110 familles membres du panier Utopía en produits diversifiés. Ces produits représentent 60 % des produits du panier, le reste est acheté au marché de gros de Riobamba. Le panier, qui contient une vingtaine de produits différents, permet d’alimenter pendant 15 jours une famille de 4 personnes pour un prix de 12 USD.

*Une initiative d’origine rurale :
le marché citoyen Macají*

Face à la forte hausse des prix des produits alimentaires de base en 2007-2008 le président de la république Rafael Correa demande que soient créés des *marchés citoyens* dont l’objectif est de fournir des produits alimentaires à prix fixes. Au même moment, dans la province de Chimborazo, des groupes de paysans agroécologiques appuyés par des ONG locales et internationales, rassemblés au sein du *Collectif pour la vie* autour de valeurs et de projets d’économie solidaire, recherchent depuis deux ans un lieu pour vendre leurs produits aux consommateurs urbains de Riobamba. La municipalité refusant de leur fournir un espace fixe, ils organisaient régulièrement des marchés en occupant les parcs et les places de la ville. À la suite de l’annonce du président Correa, la direction provinciale du ministère de l’Agriculture (MAGAP) de Chimborazo fait appel à plusieurs ONG et organisations paysannes, dont celles rassemblées au sein du *Collectif pour la vie*, afin de créer le *marché citoyen*

Macají, le premier d’Équateur, créé le 1^{er} mars 2007 sur un espace ouvert appartenant au MAGAP, à proximité du centre de Riobamba. Les paysans agroécologiques du *Collectif pour la vie*, initiateurs de ce marché, sont rejoints par d’autres petits et moyens producteurs (agroécologiques ou conventionnels, organisés ou non), ainsi que par des petites et moyennes entreprises locales, puis par des intermédiaires pour les fruits tropicaux et les produits de base (huile, sucre, riz...) et enfin par des micro-entrepreneurs urbains pour les plats cuisinés. Le marché Macají, organisé en association, compte aujourd’hui entre 120 et 150 postes de vente (ce qui représente plusieurs centaines de familles de paysans), réalisant chaque samedi un chiffre d’affaires d’environ 10 000 USD auprès de 1 500 consommateurs¹⁰.

*Micro-fromageries rurales
et relocalisation de la filière laitière
dans la sierra péruvienne*

Au Pérou, la production laitière est en croissance depuis le début des années 1990 et s’organise en deux grandes filières qui représentent chacune la moitié de la production nationale (Cochet *et al.*, 2009) : la filière industrielle, qui collecte le lait dans les grands bassins laitiers andins et cötiers, et qui produit et commercialise des produits standardisés, ainsi que la filière artisanale, qui est constituée d’une diversité de fromages et autres produits laitiers, soit fermiers, soit transformés dans de petites unités artisanales. Des stratégies de développement de petits ateliers de transformation et la commercialisation en circuits de proximité de fromages de qualité ont déjà fait leurs preuves, comme dans la région de Cajamarca, dans les Andes du Nord du Pérou (Boucher, 2004). Dans le département de Huancavelica, dans les Andes centrales péruviennes, on voit se développer depuis peu, sous l’impulsion

9. Il s’agit de paysans qui se disent « agroécologiques » : petite agriculture familiale diversifiée, sans usage d’intrants de synthèse, qui combine souvent les principes de la « cosmovision » andine avec les techniques actuelles. Il n’y a pas de contrôle officiel.

10. Estimations en 2009 (Chauveau, Taipe, 2010).

de projets de développement ou à l'initiative des paysans, des micro-fromageries associatives transformant de 20 à 400 litres par jour. Les fromages, yaourts et confitures de lait issus de ces fromageries sont commercialisés en circuits alimentaires de proximité qui convergent tous dans la ville de Huancavelica, capitale du département, à 520 kilomètres au sud-est de Lima. Le développement récent de cette filière laitière de proximité est une nouveauté dont l'origine varie selon les contextes.

Au sud de la province¹¹ de Castrovirreyna, la communauté de Sinto connaît depuis longtemps une spécialisation laitière (Aubron, 2006). Les fromages fermiers sont une production ancienne, vendue à des négociants de passage qui les commercialisent sur la côte, la majorité à Lima. Le développement de plusieurs fromageries artisanales à Sinto au début des années 2000 constitue un changement dans les circuits de commercialisation : la moitié des produits est vendue dans la ville de Huancavelica, et l'autre moitié est vendue dans les villes de la côte proche de Sinto.

Dans la province de Huancavelica, jusqu'au début des années 2000, les systèmes de production étaient tournés principalement vers la production de céréales, l'élevage bovin étant secondaire, voire inexistant. À la suite de la mise en place – à l'initiative de l'ONG Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) – d'un plan de développement de systèmes d'irrigation qui a permis l'augmentation de la production de fourrages en qualité et en quantité, les systèmes de production de cette zone ont connu une transition rapide vers l'élevage bovin laitier. Cette transition s'est accompagnée du développement, depuis 2005, de plusieurs micro-fromageries

artisanales dont les produits sont commercialisés dans la ville de Huancavelica, soit en vente directe, soit via des intermédiaires.

Contribution des circuits alimentaires de proximité à la reconnaissance des paysanneries andines

Les CAP sont le support et le construit de dynamiques relationnelles entre acteurs multiples, fondées sur des proximités géographiques (Torre, 2009) et socio-économiques (Bouba-Olga, Grossetti, 2008). Ces dynamiques relationnelles sont une expression de la reconnaissance des agricultures paysannes et induisent une revalorisation de ces agricultures marginalisées. D'une part, au cours de l'échange des produits, le renouvellement de l'intermédiation permet une réappropriation de la valeur ajoutée par les paysans et la réduction des asymétries. D'autre part, autour de l'échange, l'élargissement des parties prenantes et le renouvellement de leurs modes d'actions procèdent de et conduisent à la reconnaissance de nouvelles légitimités paysannes. Enfin, conséquence de ces nouvelles relations multi-acteurs, les réflexions et les pratiques autour d'un prix stable et juste traduisent une reconnaissance explicite du travail des paysans et de la qualité de leurs produits.

1. Renouvellement de l'intermédiation Réappropriation de la valeur ajoutée et réduction des asymétries

La diminution du nombre d'intermédiaires, voire leur disparition, est souvent un objectif prioritaire pour les paysans, qui souhaitent se réapproprier la valeur ajoutée de leurs produits et s'affranchir des asymétries qui règnent sur les marchés traditionnels. En effet, dans les circuits conventionnels les paysans ont un pouvoir de négociation très faible et sont parfois

11. La province est la division administrative en dessous du département. Les provinces de Huancavelica et Castrovirreyna appartiennent au département de Huancavelica.

confrontés à des violences verbales, voire physiques, de la part des intermédiaires qui opèrent sur les marchés de gros et les marchés urbains traditionnels. Dans le cas de circuits de vente directe, le rapprochement avec le consommateur est un moyen pour les paysans de valoriser les faibles volumes d'une production diversifiée, mais également, grâce à une interaction directe régulière, de construire une proximité relationnelle, voire cognitive (valeurs, référents, projets... en commun) avec les consommateurs. Quant aux CAP où le lien entre producteurs et consommateurs est indirect, les intermédiaires classiques des marchés conventionnels sont remplacés par de nouveaux intermédiaires qui couplent plusieurs formes de proximités. En effet, grâce à l'activation et à la construction de proximités relationnelles et géographiques avec les producteurs d'un côté et les consommateurs de l'autre, ils créent des proximités de médiation entre producteurs et consommateurs, dans le sens où, à travers ces intermédiaires le consommateur est informé sur d'où et de qui vient le produit, et le producteur sait où et à qui sont vendus ses produits. Dans le cas de la Bolivie, les paysannes productrices de l'AMPACH vendent désormais leurs yaourts à la municipalité de Tiwanaku au lieu de vendre leur lait à la PIL, l'entreprise bolivienne leader sur le marché des produits laitiers. La municipalité, qui achète directement les produits, est l'intermédiaire entre les paysannes et les élèves « mangeurs ». En Équateur, le marché Macají et le panier Utopía permettent aux paysans de se libérer (en totalité ou en partie) de la relation avec les intermédiaires des marchés conventionnels. Dans ces deux CAP, certains paysans jouent le rôle de distributeurs des produits de leur organisation ou de leur communauté. Ils permettent à d'autres paysans d'accéder indirectement à ces CAP, élargissent la gamme des produits proposés aux consommateurs et établissent un lien entre l'ensemble des

paysans qu'ils représentent et les consommateurs urbains. Enfin, au Pérou, le développement de micro-industries rurales à Huancavelica a relocalisé les circuits de commercialisation sur le territoire. Alors que les fromages fermiers sont vendus à Lima par des négociants de passage qui gèrent de gros volumes, les micro-fromageries, qui commercialisent leurs produits dans les villes proches, sont des intermédiaires locaux entre production laitière rurale et consommateur urbain. Pour cela, elles s'appuient sur des réseaux articulant proximité géographique et communautaire (au sens de Fournier *et al.*, 2005), ces réseaux relevant de liens familiaux, affinitaires ou socioculturels.

2. Nouveaux acteurs et/ou nouveaux modes d'action pour de nouvelles légitimités paysannes

Les ONG, locales et internationales, ont sur les trois terrains d'étude un rôle historique dans le soutien au développement économique de l'agriculture paysanne. Leur stratégie d'intervention consistait souvent en l'appui technique, organisationnel et/ou financier à la production, à la transformation et à la commercialisation dans une perspective d'insertion sur des marchés préexistants, parfois en filières longues. Ces ONG ont aujourd'hui diversifié leurs modes d'actions et promeuvent ou accompagnent la création et la consolidation de la commercialisation en CAP. Ainsi, en Bolivie, l'ONG internationale Action contre la faim (ACF) a facilité la création de l'AMPACH ainsi que la formation des femmes de cette organisation pour la transformation de yaourts. En 2010, ACF et une ONG locale facilitent la création de la relation commerciale entre l'AMPACH et la municipalité de Tiwanaku, en cohérence avec le PAM qui finance l'opération. Dans la province du Chimborazo, les paysans et les organisations paysannes du marché Macají et du panier Utopía ont été la cible de nombreux projets de développement

d'appui à la production depuis plusieurs dizaines d'années (accès aux moyens de production, diversification, transition agroécologique, etc.). Ce n'est que récemment que les ONG se sont intéressées à la commercialisation en CAP : création du Collectif pour la vie puis création du marché citoyen Macají et formation des producteurs à la vente, organisation de la production et calcul des coûts de production pour approvisionner le panier Utopía. Enfin, sur le terrain péruvien, AVSF et des ONG locales apportent depuis plusieurs années un appui à la production – développement de l'irrigation –, à l'organisation des paysans et à la transformation à travers la création de micro-fromageries. Ces ONG ne s'étaient pas impliquées dans la valorisation des produits paysans sur le marché local avant le milieu des années 2000, et en 2011 AVSF a créé un marché de vente directe de produits laitiers sur la place principale de la ville de Huancavelica.

Cette importance du rôle et de la densité des ONG pose des questions de pérennité, d'autonomie et de cohérence. La mise sous tutelle et/ou sous perfusion sont des critiques souvent adressées à des ONG dont la survie dépend aussi du renouvellement de ses formes de soutien (Bretón Solo De Zaldivar, 2001). Le caractère parfois micro-local et ponctuel, et donc à caractère excluant (Martínez Valle, 2002), des initiatives promues et la difficulté de coordination entre des ONG concurrentes dans l'accès aux financements et au comportement « terrain propriétaire » interrogent sur les formes de mises en cohérence des actions à l'échelle territoriale. Toutefois, l'action des ONG reste clé dans les territoires, du fait de la faible présence des pouvoirs publics sur les questions paysannes, et ce malgré des mouvements de décentralisation parfois fort avancés comme en Bolivie. Pourtant, cette situation est en évolution. On assiste depuis peu à une implication des pouvoirs publics dans l'appui aux CAP, de façon directe ou indirecte.

Directement, les pouvoirs publics locaux participent à la création et au développement de CAP. Ils peuvent être acteurs de l'échange marchand (cas de la municipalité de Tiwanaku en Bolivie), ou fournir un espace pour la commercialisation. Au Pérou, la municipalité de Huancavelica a autorisé la création du marché hebdomadaire de vente directe de produits laitiers sur la place principale de la ville. En Équateur, la direction provinciale du ministère de l'Agriculture à Chimborazo a mis à disposition, depuis six ans, un espace pour la tenue hebdomadaire du marché citoyen Macají près du centre-ville de Riobamba. Dans un contexte où les paysans indigènes sont encore stigmatisés par certaines fractions de la société, notamment parmi les urbains, la mise à disposition d'espaces permanents de commercialisation paysanne au cœur de l'espace urbain constitue une évolution majeure. À titre d'illustration, dans le cas de l'Équateur, à l'époque du Collectif pour la vie en 2006-2008, la municipalité de Riobamba refusait de fournir un espace de vente aux groupes de paysans agroécologiques de la région, au motif que la présence de paysans indigènes dans l'espace urbain était préjudiciable à l'image de la ville. Cinq ou six ans plus tard, ces mêmes paysans bénéficient de plusieurs espaces de vente directe à Riobamba. En effet, deux autres marchés citoyens hebdomadaires ont vu le jour à la suite du marché Macají. Le dernier d'entre eux se tient depuis mai 2012 sur un espace qui appartient... à la municipalité.

Indirectement, et de la même façon que le font les ONG depuis longtemps, les pouvoirs publics locaux développent parfois un appui technique et/ou financier à la production, à la transformation, à l'organisation des paysans, et parfois même à l'accès au marché. Cet appui se fait souvent en partenariat avec des ONG, et se traduit par une présence renforcée sur le terrain des techniciens des institutions publiques. À Chimborazo, certains paysans du marché Macají et du panier Utopía bénéficient de

formations à l'agroécologie financées et mises en œuvre par le gouvernement provincial. D'autres bénéficient d'un appui régulier des techniciens de la direction provinciale du ministère de l'Agriculture. Dans le cas péruvien, les municipalités provinciales ont apporté un appui technique et financier à la création et au développement de certaines micro-fromageries, et un appui logistique à travers la mise à disposition d'espaces de vente en ville. De son côté, la direction de l'agriculture du département de Huancavelica a dispensé des formations techniques sur l'amélioration de la production laitière, dont ont bénéficié certaines organisations paysannes possédant une micro-fromagerie.

Enfin, outre l'appui des ONG et l'implication récente et progressive des acteurs publics locaux, les CAP se caractérisent par la présence et le rôle particulier d'acteurs inédits sur les questions agricoles et alimentaires. Ainsi, certains consommateurs ont joué un rôle dans l'émergence et le développement des CAP. Dans ce cas, ils ne sont pas uniquement des « agents » au sens de Di Méo (2008) dont le rôle se limiterait à l'acte d'achat, mais bien des « acteurs » qui ont des intentions et des stratégies de développement des CAP. C'est le cas du panier Utopía, où les consommateurs participent au développement d'un système de vente directe de produits paysans et agroécologiques, et défendent un modèle alternatif de production (agro-écologique), de consommation (locale) et d'échange (solidaire). C'est également le cas de l'approvisionnement du déjeuner scolaire tel qu'il est géré par la municipalité de Tarija¹², dans le sud de la Bolivie. Dans chaque unité éducative, un comité de gestion composé de parents d'élèves et de professeurs est chargé de l'élaboration

des menus, de l'approvisionnement auprès de micro, petites et moyennes entreprises locales, et de la distribution du déjeuner scolaire auprès des élèves. Enfin, en Équateur, des médecins et hôpitaux locaux conseillent à leurs patients d'acheter, soit des produits agroécologiques pour des raisons sanitaires, soit des produits andins aux propriétés nutritionnelles particulières que l'on ne trouve qu'auprès des paysans, comme la farine d'orge grillée ou la farine de lupin.

3. La construction sociale de prix justes et stables

En Bolivie, un calcul des coûts de production avec l'appui des ONG a permis de fixer le prix d'achat du lait aux paysannes de l'organisation. Au Pérou, les paysans de Huancavelica ont un faible pouvoir de négociation face aux négociants de passage qui commercialisent des volumes importants et leur achètent les fromages fermiers et le lait à des prix variables. L'émergence des micro-fromageries locales modifie ces asymétries. Celles-ci manipulent en effet des volumes moindres et entretiennent avec les paysans des relations de proximité géographique et communautaire qui favorisent le paiement d'un prix stable et négocié.

En Équateur, les représentants des deux CAP étudiés affichent, au nom des principes de l'économie solidaire, des objectifs de prix stables et justes tant pour les producteurs que pour les consommateurs, et par conséquent indépendants des prix du marché parfois très volatils¹³. Dans le cas du marché Macají, cela se traduit par une estimation des coûts de production moyens par produit, avec l'appui MAGAP. Dans le

12. Le projet *Mercados Campesinos* s'est intéressé au dispositif de comités de gestion mis en place par la municipalité de Tarija, afin d'analyser si celui-ci était reproductible sur d'autres territoires.

13. Le prix d'un sac de 50 kg de pommes de terre varie de 3 à 40 USD sur le marché de gros de Riobamba. Sur le marché Macají il est vendu entre 12 et 14 USD. En 2012, le panier Utopía achète le sac de pommes de terre à 14 USD aux producteurs locaux.

cas du panier Utopía, le prix d'achat aux paysans locaux est négocié entre paysans et consommateurs et fixé pour au moins un an, sur la base d'un calcul des coûts de production réalisé par une ONG locale. Par ailleurs, selon une étude menée par cette même ONG, les producteurs réalisent une marge deux fois plus importante lorsqu'ils vendent leurs produits au panier Utopía que lorsqu'ils les commercialisent sur le marché de gros. Ces prix sont avantageux non seulement pour les paysans, mais aussi pour les consommateurs urbains. Il s'agit donc d'un achat solidaire et non d'un acte de charité contrairement aux situations étudiées par Ripoll (2013) dans le cas d'AMAP où le fait que les consommateurs acceptent de payer un prix plus élevé plusieurs mois à l'avance peut s'apparenter au don sans contre-don, et conduire les producteurs à se sentir redevables. En outre, tous les consommateurs ne sont pas en mesure de payer un prix plus élevé. Cela pose la question de l'accès pour tous à des produits de qualité ; limite parfois identifiée des CAP où le fait que certains consommateurs soient prêts à payer plus cher des produits biologiques, locaux et équitables exclut une partie de la population de ces circuits de commercialisation (Chiffolleau, Prevost, 2012). Or, dans le cas du panier Utopía, une étude menée par la fondation Utopía en 2008 a montré que le prix du panier était près de 50 % inférieur au prix de ce même panier sur le marché conventionnel. La formation de ce prix juste a supposé la prise en compte, au sein du collectif, des aspirations diverses et parfois contradictoires sur la valeur du travail et des produits dans le cadre d'une démarche participative entre producteurs et consommateurs impliquant notamment des visites de fermes. Dans ce cas, ce sont les relations de proximité, de transparence et de confiance, construites progressivement, qui sont le support de la formation des prix. Dans le cas de Macají, la limitation des prix pour le consommateur est une

obligation légale des marchés citoyens, créés pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires. Les représentants locaux de la police nationale, associés à la mise en place des marchés citoyens, se chargent de vérifier régulièrement que les prix sur ces marchés sont en moyenne inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés conventionnels. La formation du prix juste est ici régulée par les services déconcentrés de l'État : le ministère de l'Agriculture qui contribue au calcul des coûts de production, et le ministère de l'Intérieur qui contrôle les prix au consommateur.

Finalement, les prix aux producteurs et aux consommateurs procèdent d'une construction sociale qui échappe à la stricte relation d'offre et demande. Ce processus multi-acteurs permis par les proximités s'inscrit dans une reconnaissance explicite des paysanneries marginalisées notamment de la valeur de leur travail et de la qualité des produits.

*

* *

En analysant la diversité et le renouvellement des acteurs des circuits alimentaires de proximité, leurs relations et leurs modes d'action, nous montrons en quoi les CAP contribuent à la reconnaissance économique, sociale et politique des paysans andins au sein de leurs territoires. Les paysans acquièrent progressivement de multiples formes de reconnaissance, notamment par la société et par les pouvoirs publics locaux à travers le droit de cité dans l'espace urbain, ou encore par les consommateurs à travers le prix et l'acte d'achat de produits que ces derniers reconnaissent comme étant de qualité, que celle-ci soit organoleptique, de processus (sans produits chimiques), ou liée à l'origine sociale (paysan) et géographique (rurale) du produit. Pour autant, les CAP n'occupent encore qu'une faible part des paysanneries andines dont la grande majorité demeure en situation de marginalisation sociale,

ethnique, économique et politique. Ainsi, le développement des CAP et la possibilité d'y accéder pour tous les paysans supposent la mise en synergie des politiques et des débats sectoriels, sociaux et territoriaux. Par ailleurs, le débat sur la reconnaissance et la valorisation des agricultures paysannes et familiales va bien au-delà des CAP, qui ne sont qu'une des modalités de revalorisation des paysanneries andines et du monde.

Plus généralement, ces nouvelles formes de CAP semblent être des laboratoires de recomposition de polarités (indigène/métis, public/privé, individu/collectif, marchand/non marchand, producteur/consommateur, rural/urbain, local/global) qui définissent les structures sociales et spatiales historiquement observées dans les Andes (Gasselin, 2012) et qui constituent plus généralement des catégories forgées par nos sociétés dites modernes (Guérin, 2007). Les nouveaux modes d'échanges économiques et sociaux que constituent les CAP, supports et construits de dynamiques relationnelles multi-acteurs fondées sur des proximités géographiques et socio-économiques, contribueraient à déconstruire cette série d'oppositions qui se recoupent et se confortent mutuellement. La reconnaissance des paysanneries andines à travers les CAP passerait alors par une remise en question sociale et spatiale de ces oppositions, permettant aux paysans de devenir des acteurs économiques, sociaux et politiques reconnus comme tels, c'est-à-dire ces « nouveaux paysans » (Darrot, 2012 ;

Van der Ploeg, 2008) qui internalisent les préoccupations sociétales en matière d'agriculture et d'alimentation et développent des stratégies récentes et multiples de résistance au modèle productiviste marchand en construisant des alliances multi-acteurs. Dans les CAP andins, ce sont justement des alliances multi-acteurs locales, au cœur desquelles se trouvent les paysans, que nous avons observées, qu'il s'agisse d'alliances *au cours* de l'échange ou d'alliances *autour* de l'échange. Ces alliances locales, initiées autour d'enjeux agricoles, alimentaires et paysans induisent la mise en débat de préoccupations écologiques, territoriales et d'économie solidaire, suscitant de nouvelles actions collectives locales et parfois nationales sur ces thèmes, dans des contextes sociopolitiques en changement. Ce mouvement, fondé sur plus de reciprocité dans des échanges sociaux et économiques de proximité, qui se réclame souvent de l'écologie, et qui s'inscrit en ce sens dans un nouveau « régime conventionnel » (Buclet, 2011)¹⁴ signe-t-il un changement progressif d'échelle ? ■

Nous remercions les trois relecteurs anonymes d'Economie rurale, ainsi que Pierrick Lacroix (AVSF), pour leurs suggestions d'améliorations apportées aux versions antérieures. Nous remercions également Magalie Lejaille, Aurélien Leray, Jean Rigaud, Juan Carlos Meneses Costales et Paola Román pour leur participation à la collecte des données, ainsi que les équipes du projet Mercados Campesinos pour leur appui logistique et technique sur le terrain.

14. « Un régime conventionnel correspond à un moment dans le temps et dans l'espace pendant lequel une communauté humaine se conforme à un certain nombre de principes qui orientent les comportements des individus [de] cette communauté. [...] Ces principes, de nature conventionnelle, reposent eux-mêmes sur des valeurs partagées par ces mêmes individus. »

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Arcos Cabrera C., Palomeque Vallejo E. (1997). *El mito al debate. Las ONG en Ecuador.* Quito, Abya Yala.
- Aubron C. (2006). *Le lait des Andes vaut-il de l'or ? Logiques paysannes et insertion marchande de la production fromagère andine.* Thèse de doctorat, INA P-G, Paris.
- Aubry C. (2012). Les circuits courts sont-ils durables ? Éléments issus d'approches technico-économiques. *Rencontres Terres en Villes*, 6 juillet, Lille.
- Bouba-Olga O., Grossetti M. (2008). Socio-économie de proximité. *Revue d'Économie régionale & urbaine*, octobre, n° 3, p. 311-328.
- Boucher F. (2004). *Enjeux et difficulté d'une stratégie collective d'activation des concentrations d'Agro-Industries rurales, le cas des fromageries rurales de Cajamarca, Pérou.* Thèse de doctorat en économie, Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines.
- Bravo-Ureta B. E., Quiroga R. E., Brea J. A. (1996). Migration Decisions, Agrarian Structure, and Gender: The Case of Ecuador. *The Journal of Developing Areas*, vol. 30, n° 4, p. 463-476.
- Bretón Solo De Zaldivar V. (2001). *Cooperación al desarrollo y demandas étnicas en los Andes ecuatorianos: ensayos sobre indigenismo, desarrollo rural y neoindigenismo.* Quito, FLACSO, Ecuador, Universitat de Lleida, GIEDEM.
- Buclet N. (2011). Territoire, innovation et développement durable : l'émergence d'un nouveau régime conventionnel ? *Revue d'Économie régionale & urbaine*, n° 5, p. 919-948.
- Chaléard J.-L., Mesclier E. (2006). Les campagnes andines dans la mondialisation. Festival international de Géographie, *Les géographes redécouvrent les Amériques*, 28, 29, 30 septembre et 1^{er} octobre, Saint-Dié-des-Vosges.
- Chartier D., Löwy M. (2013). L'Amérique latine, terre de luttes socioécologiques. *Écologie & politique*, vol. 46, n° 1, p. 13-20.
- Chauveau C., Taipe D. (2010). *Estudio CIALCO. Circuitos alternativos cortos de comercialización y consumo en el Ecuador: inventario, impacto, propuestas.* Quito, MAGAP y AVSE.
- Cheyns E. (2010). Nouvelles formes d'engagement autour du local. Portraits de paysans en vente directe. Colloque ISDA 2010, *Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food*, 28 juin-1^{er} juillet, Montpellier.
- Chiffolleau Y. (2008). Les circuits courts de commercialisation en agriculture : diversité et enjeux pour le développement durable. In Maréchal G. (dir.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*, Dijon, Educagri, p. 21-30.
- Chiffolleau Y. (2009). From Politics to Co-operation: The Dynamics of Embeddedness in Alternative Food Supply Chains. *Sociologia ruralis*, vol. 49, n° 3, p. 218-235.
- Chiffolleau Y. (2012). Circuits courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture. *Économie rurale*, vol. 332, n° 6, p. 88-101.
- Chiffolleau Y., Prévost B. (2012). Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires. *Norois*, vol. 224, n° 3, p. 7-20.
- Chiriboga M., Arellano J.-F. (2005). *Diagnóstico de la Comercialización Agropecuaria en Ecuador. Implicaciones para la Pequeña Economía Campesina y Propuesta para una Agenda Nacional de Comercialización Agropecuaria.* Quito, CESA, InterCooperación, VECO Ecuador, p. 60.
- Cliche P. (1995). *Anthropologie des communautés andines équatoriennes : entre diable et patron.* Paris, L'Harmattan.
- Cochet H., Aubron C., Jobbe Duval M. (2009). Quelles sont les conditions à réunir pour une intégration marchande porteuse de développement durable pour les paysanneries andines ? *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 247, n° 3, p. 395-417.
- Cormier-Salem M.-C., Roussel B. (2009). Localiser les produits et valoriser les spécialités locales. Une dynamique générale

- et foisonnante. *Autre Part*, vol. 50, n° 2, p. 3-15.
- Cortès G. (2000). *Partir pour rester. Survie et mutations des sociétés paysannes en Bolivie*. Paris, IRD.
- Cotera Fretel A., Van Den Berg A., Cavalier J.-B., Avella Villegas L. F., Guerrero Vargas R., Sánchez Perugachi J., Romer Reyes A. (2009). *Comercio justo Sur-Sur: problemas y potencialidades para el desarrollo del comercio justo en la Comunidad Andina de Naciones*. Lima, GRESP.
- Darrot C. (2012). Mendras 40 years later: Actualizing his model of peasant societies Research. *Seminar Series of the section Sociology and Anthropology of Development*, 23rd february, Wageningen, Netherlands.
- Deverre C., Lamine C. (2010). Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Économie rurale*, n° 317, p. 57-73.
- Di Méo G. (2008). Une géographie sociale entre représentations et action. Numéro spécial *Représentation, Action, Territoire. Montagnes méditerranéennes et développement territorial*, n° 23, p. 13-21.
- Dufour A., Lanciano É. (2012). Les circuits courts de commercialisation : un retour de l'acteur paysan ? *Revue Française de Société Économie*, vol. 9, n° 1, p. 153-169.
- Dumain A., Maurines B., Praly C. (2010). Circuits courts et territoires. Étude de dispositifs d'actions en Rhône-Alpes. In Traversac J.-B. (dir.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon, Educagri, p. 103-114.
- Fournier S., Muchnik J., Requier-Desjardins D. (2005). Proximité et efficacité collective. Le cas des filières gari et huile de palme au Bénin. In Torre A., Filippi M. (dir.), *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*. Paris, INRA Éditions, p. 163-179.
- Gasselin P. (2000). *Le temps des roses : la floriculture et les dynamiques agraires de la région agropolitaine de Quito (Équateur)*. Thèse de doctorat en agro-économie, INA P-G, Paris.
- Gasselin P. (2006). Transformations historiques des agricultures autour de Quito en Équateur : entre diversités et permanences. In Caneill J., Deffontaines J.-P., Le Cœur X., Marshall E., Messéan A., Papy F., Prévost P., Robin P. (dir.), *Les entretiens du Pradel*, 4^e édition, *Les agronomes et la diversité des agricultures*, 14-15 septembre, Mirabel.
- Gasselin P. (2012). Pensar y defender elvenir de las agriculturas campesinas: cambiar la mirada y nuevas alianzas. In UASB (dir.), *Jornadas sobre soberanía alimentaria, ambiente y salud*, 10 de mayo, Quito, Ecuador.
- Gomez N. (2001). El hombre andino y su espacio. El caso ecuatoriano. In Gondard P., Leon V. J.-B. (dir.), *Dinámicas Territoriales, Ecuador, Bolivia, Perú, Venezuela*, vol. 10, Quito, CGE-CEN-IRD-PUCE.
- Goodman D. (2003). The quality 'turn' and alternative food practices: reflections and agenda. (Editorial). *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n° 1, p. 1-7.
- Guérin I. (2007). *Économie solidaire et rapports de genre L'économie solidaire. Une perspective internationale*. Paris, Hachette Littérature, p. 245-276.
- Heinisch C. (2013). Soberanía alimentaria: un análisis del concepto. In Hidalgo F., Lacroix P., Román P. (dir.), *Comercialización y soberanía alimentaria*. Quito, Équateur, SIPAE et AVSF, p. 11-36.
- Heinisch C., Carette C., Champion F., Fumery J.-B., Conteau C., Darrot C. (2010). *Les circuits courts dans les Parcs Naturels Régionaux. Des pistes pour des installations durables*? Paris, FPNRF.
- Hervieu B., Purseigle F. (2009). Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation. *Études rurales*, vol. 183, n° 1, p. 177-200.
- Hirczak M., Moalla M., Mollard A., Pecqueur B., Mbolatiana R., Dominique V. (2008). Le modèle du panier de biens. Grille d'analyse et observations de terrain. *Économie rurale*, n° 308, p. 55-70.
- Kaufmann J.-C. (2011). *L'entretien compréhensif*. Paris, Armand Colin, 3^e édition.
- Kervyn B. (1992). L'économie paysanne au Pérou : théories et politiques. In Morlon P. (dir.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales. Pérou-Bolivie*. Paris, INRA, p. 436-473.

Circuits alimentaires de proximité dans les Andes

- Lamine C. (2005). Settling shared uncertainties: Local partnerships between producers and consumers. *Sociologia ruralis*, vol. 45, n° 4, p. 324-345.
- Maréchal G. (Ed.). (2008). *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon, Educagri.
- Martínez Valle L. (2002). Desarrollo rural y pueblos indígenas: las limitaciones de la praxis estatal y de las ONG en el caso ecuatoriano. *Ecuador Debate*, n° 55, p. 195-211.
- Martínez Valle L. (2005). Migración internacional y mercado de trabajo rural en Ecuador. In Herrera G., Carrillo M. C., Torre A. (dir.), *La migración ecuatoriana. Transnacionalismo, redes e identidades*, Quito, FLACSO, p. 147-168.
- Massal J. (2013). L'incertaine construction de l'État plurinational et de la démocratie participative en Équateur : aléas et résistances. *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 1, p. 117-138.
- Olivier de Sardan J.-P. (2008). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-la-Neuve, Académie-Bruylants.
- Olivier F. (2012). Le renouveau du paysage institutionnel. In Prigent-Simonin A.-H., Hérault-Fournier C. (dir.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Paris, Quae, p. 199-213.
- Praly C., Chazoule C., Delfosse C., Bon N., Cornée M. (2009). La notion de « proximité » pour analyser les circuits courts. XLVI^e colloque de l'ASRDLF, *Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux ?* Clermont-Ferrand.
- Prigent-Simonin A. H., Hérault-Fournier C., Merle A. (2012). Portraits d'acheteurs en circuits courts. In Prigent-Simonin A. H. ?
- Hérault-Fournier C. (dir.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Paris, Quae, p. 29-45.
- Redlingshöfer B. (2006). Vers une alimentation durable ? Ce qu'enseigne la littérature scientifique. *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 53, p. 83-102.
- Renting H., Marsden T. K., Banks J. (2003). Understanding alternative food networks: exploring the role of short food supply chains in rural development. *Environment and Planning A*, vol. 35, n° 3, p. 393-411.
- Ripoll F. (2013). Forces et faiblesses des AMAP et dispositifs apparentés. In Frère B., Jacquemain M. (dir.), *Résister au quotidien ?* Paris, Presses de Sciences Po, p. 161-188.
- Sabourin E. (2012). *Organisations et sociétés paysannes. Une lecture par la réciprocité*. Versailles, Quae.
- Torre A. (2009). Retour sur la notion de Proximité géographique. *Géographie, économie, société*, vol. 11, n° 1, p. 63-75.
- Vaillant M. (2008). Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la microverticalidad agro-ecológica a los archipiélagos de actividades. In Godard H., Sandoval G. (dir.), *Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos*. Lima, IFEA-PIEB-IRD, p. 103-134.
- Van der Ploeg J. D. (2008). *The new peasanties-Struggles for autonomy and sustainability in an era of empire and globalization*. London, UK, Earthscan.
- Van der Ploeg J. D., Ye J., Schneider S. (2012). Rural development through the construction of new, nested, markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union. *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, n° 1, p. 133-173.